Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09314P0180 du 17/10/2014

portant retrait de la décision implicite relative à la demande n° F09314P0180 et portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du préfet de région n° 2013336-0002 du 2 décembre 2013 portant délégation de signature à Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09314P0180, relative à la réalisation d'un projet d'extension d'un camping sur la commune de Pernes-les-Fontaines (84), déposée par la SARL Camping Fontaines, reçue le 23/07/2014 et considérée complète le 23/07/2014 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 31/07/2014 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 45 du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en l'extension d'un camping d'une surface de 10 741 m^2 pour la création de 45 emplacements dont 9 mobilhomes en plus des 90 emplacements existants, de voies communes, d'espaces verts et d'espaces privatifs ;

Considérant que ce projet a pour objectif de satisfaire la forte demande de ce type d'hébergement touristique dans ce secteur et de réaliser un aménagement en continuité avec l'existant ;

Considérant la localisation du projet sur des terres agricoles, en zone NA, zone d'urbanisation future réservés aux activités de tourisme et de loisirs, dans le Plan d'occupation des sols de Pernes-les-Fontaines approuvé en 2001, à proximité de la zone humide de l'étang de Sudre ;

Considérant cependant que le projet n'est inscrit dans aucun périmètre de protection réglementaire ou contractuel et qu'il ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique floristique et faunistique ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 2.1.5.0 relative aux rejets d'eaux pluviales et fait l'objet d'une procédure de déclaration au titre de l'article L214-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les impacts du projet sur l'environnement ne sont pas de nature à remettre en cause les équilibres naturels et les caractéristiques du paysage ;

Arrête :

Article 1

La décision implicite résultant du silence gardé par l'administration au delà du délai réglementaire fixé par l'article R122-3-IV du code de l'environnement et prescrivant une étude d'impact pour la réalisation d'un projet d'extension d'un camping sur la commune de Pernes-les-Fontaines (84) est retirée ;

Article 2

Le projet d'extension d'un camping situé sur la commune de Pernes-les-Fontaines (84) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de région. La présente décision est notifiée à la SARL Camping Fontaines.

Fait à Marseille, le 17/10/2014.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
L'adjointe à la chef d'unité évaluation environnementale

Sylvie BASSUEL

Voies et délais de recours

Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Recours gracieux :
Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Commissariat général au développement durable
Tour Voltaire
92055 La Défense Sud
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :
Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).